



**MAUSSANE  
LES ALPILLES**

## **ARRÊTE**

### **AUTORISATION TEMPORAIRE D'OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC.**

- Stationnement d'un véhicule de chantier, avenue Baptiste Blanc, aux abords de l'enseigne La Piccola, à compter du 07 février 2024 pour une durée de 7 jours calendaires.  
Travaux de maçonnerie réalisés par la SARL PELISSIER représentée par Monsieur Benjamin PELISSIER.

Le Maire de **MAUSSANE LES ALPILLES**,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu le Code de la Route,
- Vu la demande présentée par la SARL PELISSIER représentée par Monsieur Benjamin PELISSIER sise 30900 Nîmes,
- Vu la DP n° 013 058 23 00086 arrêté n° 2024-004 en date du 17 janvier 2024,
- **Considérant** qu'il y a lieu de garantir la sécurité publique pendant la durée de l'occupation du domaine public,

### **ARRÊTE**

**Article 1<sup>er</sup>** : En raison des travaux de maçonnerie visés ci-dessus, la SARL PELISSIER représentée par Monsieur Benjamin PELISSIER est autorisée à :

- Faire stationnement un véhicule de chantier, avenue Baptiste Blanc, aux abords de l'enseigne La Piccola, à compter du 07 février 2024 pour une durée de 7 jours calendaires.

**Article 2** : Le demandeur devra mettre en place la signalisation adaptée,  
Il devra prendre toutes les mesures afin de garantir la sécurité publique,  
Il sera le seul responsable des dommages pouvant survenir à l'occasion du stationnement des véhicules.

**Article 3** : La Police Municipale et Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Article 4** : Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie des Baux de Provence,
- Madame le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de la Vallée des Baux,
- La SARL PELISSIER représentée par Monsieur Benjamin PELISSIER,
- La Police Municipale,
- Monsieur le Directeur des Services Techniques Municipaux.

Maussane les Alpilles le 05 février 2024.

Publication sur le site de la mairie le : 06/02/24

Pour le Maire absent,

**Marc FUSAT, 1<sup>er</sup> Adjoint**



Délai et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Marseille (31, rue Jean-François Leca 13235 MARSEILLE Cedex 2) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.